

*Affaires courantes*

dent la Constitution et les lois du Canada comme l'ont fait remarquer divers tribunaux.

L'une des grandes erreurs ou des idées fausses des Canadiens est que, quand on pense aux questions concernant les autochtones, quand on pense à ces derniers, on ne songe qu'aux problèmes sociaux. Les gens doivent se rendre compte, je pense, que nous voulons participer à l'économie, à l'évolution de la Constitution et jouer un rôle dans l'arène politique—et ne pas nous occuper seulement des questions sociales.

Les problèmes des autochtones ne se limitent pas au domaine social et il est temps, je crois, que les gens se rendent compte qu'ils ne peuvent pas continuer à les traiter uniquement comme tels mais qu'ils doivent commencer à considérer les questions autochtones comme des problèmes qui doivent être traités à tous les niveaux et sous toutes les formes.

Le premier ministre a déclaré hier, ou avant-hier, que l'une des premières choses qu'il allait faire était de régler d'un coup les six revendications territoriales. Cela, à mon avis, augure bien pour les nombreuses négociations en cours sur les revendications territoriales. Cependant, encore une fois, elles auraient pu être réglées il y a longtemps. Pourquoi a-t-il fallu six ans pour que le gouvernement s'occupe de cette question? Pourquoi a-t-il fallu attendre si longtemps?

Il y a environ un an et demi, en avril 1989, le gouvernement a prononcé un discours du trône dans lequel il a répété trois fois «autochtone» ou «le Nord» dans ce discours très court. J'ai dit: «On dirait que le gouvernement nous traite»—je ne me rappelle plus l'expression que j'ai utilisée, mais c'était quelque chose comme—«avec un gant de velours. Il s'assure que nous remarquons bien que nous avons été mentionnés trois fois, mais ce qu'il fait par la suite ne correspond pas nécessairement à ce qu'il a dit qu'il ferait». C'est exactement ce qui s'est passé depuis un an. Il ne s'est rien fait. Probablement dans la même mesure où les peuples autochtones n'approuvent pas l'affrontement armé, on peut dire que rien n'aurait été fait si ce n'avait été des événements de Kanesatake et Oka.

À la suite de ce qui s'est produit également en juin, je pense qu'il se serait fait encore beaucoup moins jusqu'à ce que les questions autochtones viennent au premier plan dans les divers médias. Il était très encourageant de voir à quel point un mot pouvait acquérir de force lorsque nous avons regardé pendant une semaine ou un peu plus un député de l'Assemblée législative du Manitoba dire

«non», et rien d'autre. C'était très intéressant à voir. On pouvait voir là tout ce que pouvaient faire un mot et la détermination d'une personne.

J'ai dit il y a un instant qu'il fallait maintenant donner suite à toutes les belles paroles qu'on a prononcées. Lorsque Elijah Harper a répondu «non» au président, il avait l'intention d'y donner suite. Voilà exactement ce que nous disons au gouvernement, quand il dit tous ce qu'il va faire pour les autochtones, il doit pouvoir y donner suite au cours des quelques années à venir.

Il est très urgent que le gouvernement actuel reconnaisse également que nous ne pouvons pas laisser oublier purement et simplement ce qui s'est passé durant l'été. Je crois que le gouvernement doit permettre qu'ait bien une enquête indépendante sur les événements survenus à Oka, enquête qui permette de connaître toute la vérité sur les causes de la crise et sur son déroulement.

Lorsque j'ai parlé de la violence dont nous avons été témoins, je ne suis même pas certain de ce que nous avons vu, ni que nous ayons tout vu. Que se passait-il lorsque les caméras n'étaient pas aux alentours d'Oka? Que s'est-il passé en dehors du champ des caméras? Nous ne le savons pas. Lorsqu'on parle de violence, on ne pense qu'à la violence physique, mais je me souviens qu'au cours de l'été, il y a eu des moments où on ne laissait pas passer de nourriture, où on interdisait aux gens de traverser, et toutes sortes d'autres choses. Cela constitue une violation fondamentale des droits de la personne. Par conséquent, je crois qu'on doit faire une enquête approfondie sur cette question. Je crois que les Canadiens ont le droit de savoir ce qui s'est réellement passé.

• (1330)

Le lendemain du début de la session parlementaire, le gouvernement a présenté une motion pour féliciter l'armée de son comportement. Il est incroyable que le gouvernement ait fait cela alors que le conflit n'était pas encore réglé. Comment aurait-il pu savoir à l'avance ce qui allait se passer?

C'est maintenant, une fois la crise terminée, qu'il aurait fallu présenter cette motion. Mais là encore, la motion ne visait pas la vraie question.

Le gouvernement essaie en fait de se faire du capital politique grâce à cette motion. Il essaie d'autre part de s'assurer que l'opposition vote contre la motion de façon à ce que le reste des Canadiens croit que nous avons voté contre une motion inattaquable et personne ne saurait s'y opposer.